Covid-19 : une aubaine pour les multinationales !



manifestations des personnels soignants

Des crises avant la Covid-19

Rappelons d'emblée une vérité indéniable : le coronavirus est arrivé dans notre pays dans un climat de crise sociale déjà nettement affirmée. Le mouvement des Gilets jaunes durait depuis plus d'un an et depuis des mois le personnel soignant tirait la sonnette d'alarme sous la forme de grèves des urgences et de démissions administratives de nombreux chefs de

services. Point d'orgue de ce malaise social, la contre-réforme des retraites avait occasionné des manifestations et grèves largement soutenues par la population durant plusieurs mois. Plus inquiétant encore, alors que le suicide de nombreux policiers prouvait que ce profond malaise avait gagné aussi les forces de l'ordre, le gouvernement et la classe dirigeante semblaient être sourds et aveugles...

Le coronavirus, un révélateur

Il faut reconnaître à ce virus une vertu cruelle : il a révélé à toute la population les conséquences réelles de la logique néolibérale. Comment ne pas constater en effet, à l'occasion de cette crise, l'état désastreux de notre système de santé suite aux coupes drastiques dans les budgets depuis des décennies : les soignants ont manqué du matériel le plus élémentaire – lits de réanimation, masques, sur-blouses, médicaments, tests -, le personnel en nombre notoirement insuffisant s'est vite épuisé et il a fallu faire appel à des étudiants, des médecins et des infirmiers retraités… Comment ne pas constater aussi dans cette période l'état catastrophique de désindustrialisation de la France : la grande majorité de nos médicaments est dorénavant fabriquée en Inde, en Chine, en Israël et les masques aussi doivent être importés car l'usine de Plaintel dans les Côtes d'Armor qui en fabriquait a été fermée en 2018 et le gouvernement n'a rien fait pour qu'elle puisse redémarrer. Même constat désolant avec les respirateurs, les tests, les sur-blouses....plus rien n'est fabriqué en France ce qui entraîne des ruptures de stocks et des délais importants de réapprovisionnements même pour des produits dont l'utilité est vitale. C'est dans ce contexte que, confrontées à une pandémie qui renforçait les inégalités sociales et en l'absence de traitement efficace, les autorités n'ont eu d'autres solutions que le « confinement ».

Le tout numérique !

Confinés, quasiment réduits à l'impuissance, les Gilets Jaunes se sont tus, les syndicats ont rangé leurs banderoles, les contestataires ont rongé leur frein en silence. Internet est alors devenu le seul moyen de communiquer et on a assisté à une montée en puissance des plates-formes numériques avec l'explosion du chiffre d'affaire de « Amazon », la banalisation du télétravail et le développement des consultations médicales à distance. Dans l'éducation nationale les élèves - du plus petit au plus grand – ont étudié devant leur écran. Bref, l'ère du tout numérique s'est installée et on peut penser que ces dispositions vont perdurer au-delà de la période de confinement.

Ce basculement n'est pas sans risque. L'employé qui pratique le télétravail compte-t-il ses heures de travail ? Peut-il faire valoir ses heures supplémentaires ? Isolé, quasiment sans lien avec ses collègues en dehors des échanges professionnels, lui sera-t-il possible de revendiquer, de se syndiquer ? Des questions du même ordre traversent d'autres domaines. On conçoit que des consultations médicales à distance puissent pallier les déserts médicaux

et que l'enseignement supérieur aurait intérêt à multiplier les cours en ligne afin de voir disparaître les vétustes et désormais inutiles amphis surchargés. Mais ne perdons pas de vue que, si ces dispositions sont certainement une aubaine pour les multinationales du numérique, elles ne tiennent pas compte des « zones blanches », des populations âgées peu familiarisées avec ces techniques, des populations non pourvues de matériel ni de celles qui les refusent.

Autre risque : le gouvernement, après une période de sidération, va probablement se livrer à une surenchère technologique et sécuritaire au prétexte de protéger la population de la contagion. De façon insidieuse la protection deviendra surveillance avec son lot de confinements coercitifs, d'attestations de déplacement limité dans le temps et dans l'espace, de contrôles policiers suivis parfois d'amendes abusives, de couvre-feux, de surveillances par des drones et des caméras « intelligentes ». Cerise sur le gâteau on nous prépare l'application STOP-COVID ! Si une personne s'est déclarée positive au Covid-19 sur cette application, celles qui auront été en contact avec elle seront prévenues de manière automatique. Cette technique permettrait – selon les explications officielles - de sortir du confinement et de maîtriser l'épidémie en brisant la chaîne de transmission. Mais cette technologie pose de nombreux problèmes pratiques et déontologiques loin d'être résolus et suscite de fortes oppositions. Son lancement est prévu le 2 juin. Ne serait-il pas plus simple et plus efficace de distribuer gratuitement des masques à tout le monde et de suivre la recommandation de l'OMS : « Testez, testez, testez ! » ?

Crise sanitaire, crise économique

La fermeture des commerces et des usines, la baisse ou l'arrêt total de la production vont certainement provoquer l'augmentation du chômage et des faillites surtout chez les PME / TPE . Le MEDEF est en embuscade, il avance ses pions : pour compenser les pertes de profit, il a obtenu la possibilité d'allonger le temps de travail jusqu'à 60 heures par semaine, de supprimer les RTT et/ou des jours fériés, d'amputer les congés payés de quelques jours dès la fin du confinement qu'il espère pour le plus tôt possible....Tous en appellent à l'Etat pour des aides, des exonérations de taxes et d'impôts, des garanties, des subventions... L'Etat que ces grands capitalistes vilipendaient hier est vu aujourd'hui comme le Sauveur.

Une remise en question ?

Rappelons les paroles de Nicolas Sarkozy en 2008 : « Cette crise financière marque la fin d'un monde. Il faudra imposer aux banques de financer le développement économique plutôt que la spéculation ». Ces belles paroles ne furent suivies d'aucun effet. De même E. Macron, dans son allocution du 13 avril, s'est interrogé : « Quand pourrons-nous renouer avec la vie d'avant ? » et a insisté sur la nécessité de préparer
« l'Après », de rebâtir une indépendance financière, agricole, industrielle et technologique. Il a conclu en affirmant que nous retrouverons « les Jours heureux ».

Notons d’abord que, de la part d’un président qui a consacré la première partie de son mandat à affaiblir le droit du travail, la retraite par répartition et l’ensemble des services publics, cette allusion au programme du CNR résonne comme une insulte envers les classes populaires. Mais toute cette hypocrisie de circonstance ne doit abuser personne. La réalité est que ces promesses ne servent qu’à camoufler la responsabilité écrasante de ce gouvernement dans le deuil qui a frappé des milliers de familles. Ajoutant le cynisme à l’incompétence nos dirigeants veulent maintenant restreindre les libertés publiques, renforcer le fichage des contestataires, augmenter la répression des opposants et surtout renouer avec « l'Avant » pour figer la domination sociale. Dans cette période tourmentée, le MS21 appelle l’ensemble des concitoyens à une vigilance républicaine et à une réaction forte pour contrer ces dérives.